



## **NIGER : COMPRENDRE LA CRISE ACTUELLE EN SE FONDANT SUR DES PREUVES**

Washington, le 28 juillet 2005

Le dialogue en cours actuellement à propos de la crise alimentaire au Niger a été marqué par de fréquentes informations fausses ou erronées sur les faits constatés sur le terrain. Ceci peut nuire à la livraison de l'assistance d'urgence appropriée et au traitement des causes profondes du problème actuel. FEWS NET offre donc les éclaircissements suivants.

### **1. Y a-t-il actuellement ou y aura-t-il sous peu une famine ou une insuffisance alimentaire massive au Niger ?**

- Il y a une crise de sécurité alimentaire grave, mais localisée, dans certaines zones pastorales et agro-pastorales des régions nord des départements de Maradi, Tillabery, Zinder et Tahoua, causée par la fin précoce des pluies de l'année dernière, les dommages causés aux cultures par les criquets pèlerins, le prix actuellement élevé des denrées alimentaires et les causes chroniques de malnutrition qui ne sont pas liées à la situation alimentaire. Dans ces régions, les taux élevés de malnutrition, dont certains sont révélateurs de problèmes locaux graves, s'accompagneront inévitablement d'augmentations des niveaux « normalement » élevés de la mortalité infantile.
- Cette crise alimentaire n'est pas une simple situation d'urgence temporaire. Elle est le résultat prévisible et inévitable de la pauvreté chronique qui sévit dans le second pays le plus pauvre du monde et n'est pas traitée de façon adéquate. La bonne volonté dont une grande partie du monde a fait preuve en vue de s'attaquer à ces situations de « famine » au Niger est appropriée et bienvenue, mais sans un engagement similaire et une attention soutenue portée au traitement des problèmes chroniques qui sont au cœur des crises localisées constatées actuellement, les mêmes problèmes se produiront à nouveau sous peu.

### **2. Y a-t-il des différences d'opinion au Niger quant au fait de savoir si le pays connaît ou connaîtra sous peu une famine ou non ?**

- Le suivi, mené en collaboration par le gouvernement du Niger, le PAM, la FAO, le CILSS et FEWS NET depuis la récolte d'octobre dernier et une évaluation nationale conjointe effectuée en avril 2005 ont conclu à un consensus relatif entre ces groupes sur la nature localement grave, mais non pas de famine, de la crise.
- La couverture récente des médias et des rapports d'ONG ont affirmé qu'il existe un état de famine et que jusqu'à 3,5 millions de personnes peuvent être menacées de mourir de faim. Cette attention, aussi lourde que sensationnelle, portée par les médias, et la possibilité de voir davantage de ressources consacrées au traitement de ce problème est la source d'énormes pressions et d'incitations à être d'accord avec de telles affirmations, et peuvent, en fait, faire obstacle à la livraison, par le marché, de denrées alimentaires moins chères à ceux qui en ont le plus besoin.

### **3. Combien de personnes sont touchées par cette crise?**

- Selon l'évaluation conjointe sur la sécurité alimentaire effectuée en avril 2005 par le gouvernement du Niger, la FAO, le PAM et FEWS NET, environ 2,4 millions des 3,6 millions de personnes vivant dans les régions agro-pastorales étaient très vulnérables à l'insécurité alimentaire. Il a été estimé que, sur ce chiffre, 1,2 millions de personnes ont besoin d'une certaine aide alimentaire. Selon la plus



Ce document a été préparé par le Réseau des systèmes d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire (FEWS NET), une activité soutenue financièrement par l'USAID (voir [www.fews.net](http://www.fews.net) pour de plus amples informations).

récente estimation, 874 000 personnes font face à un état d'insécurité alimentaire extrêmement grave et 800 000 font face à un état d'insécurité alimentaire modérément grave, et ont tous besoin d'une certaine quantité d'aliments gratuits. Il est possible que ce chiffre augmente temporairement dans les 6 prochaines semaines, au moment où les éleveurs retournent vers le nord avec ce qui reste de leurs troupeaux.

- Selon certains comptes rendus de presse, entre 150 000 enfants et 3,5 millions de personnes sont menacés de famine au Niger. Il n'y a aucun fondement de penser qu'un tel nombre d'enfants ou de personnes risquent probablement de connaître la famine. Tous connaîtront probablement un accroissement de la malnutrition et un pourcentage périra effectivement d'un manque d'aliments, de la mauvaise qualité de l'eau, ou d'autres problèmes qui ne sont pas liés à l'alimentation.

#### **4. Quel a été l'impact de la sécheresse et des criquets pèlerins sur la production nationale de céréales ?**

- La sécheresse et les criquets pèlerins n'ont eu qu'un impact modeste sur la production nationale de céréales. Celle-ci a été estimée, pour l'année écoulée, à 2,6 millions de tonnes, soit 11 % de moins que la moyenne sur cinq ans, ce qui impose des importations d'environ 315 000 tonnes. Ceci constitue 3 % de plus que ce que le Niger est obligé d'importer en moyenne. En 2004-2005, la production a été de 22 % supérieure à celle de la saison 2001-2002, qui a été relativement mauvaise, mais qui n'a pas donné lieu à une crise majeure de sécurité alimentaire.
- La « sécheresse » elle-même a souvent fait l'objet d'interprétations erronées. Dans la plupart des régions, les précipitations enregistrées en 2004 pendant la principale saison des pluies, qui va de juin à septembre, ont été de moyennes à bonnes. Mais la fin précoce des précipitations lors du dernier mois de la saison a nuit au rendement des cultures et à la régénération des pâturages. Depuis lors, la saison sèche a prévalu jusqu'au début relativement précoce de la principale saison des pluies, en mai et juin 2005.

#### **5. Quel a été l'impact de la sécheresse et des criquets pèlerins sur l'état des pâturages ?**

- Les estimations provenant d'une mission conjointe CILSS/FEWS NET/WFP/gouvernement du Niger, effectuée en octobre 2004, ont indiqué un déficit en fourrage dans ces régions, qui a été supérieur de 154 % à celui qui avait été enregistré en 2000 et qu'à 4 642 000 tonnes, il était le plus important déficit en fourrage de toute l'histoire du Niger. Un tiers de ce déficit était dû aux criquets pèlerins et deux tiers à la sécheresse.
- Comme ils le font dans de tels cas, les éleveurs et les agriculteurs éleveurs ont déplacé leur bétail vers le sud et la côte, plus tôt que d'habitude, afin qu'il puisse brouter les résidus des récoltes engrangées.
- Les prix élevés des céréales et la chute de ceux du bétail dans la plupart des régions affectées ont amené certains ménages à liquider leurs avoirs, face à ces conditions de marché très dures.

#### **6. Quels sont les taux actuel de malnutrition et qu'indiquent-ils ?**

- Le Niger ne dispose pas d'un système très solide de collecte et d'analyse des données relatives à la nutrition et les conclusions sont donc basées sur des informations partielles dont l'interprétation doit être circonspecte. Une enquête effectuée par MSF en avril-mai 2005 dans certaines régions de Tahoua et de Maradi a révélé des taux de malnutrition aiguë généralisée (MAG) de 19,5 % et 19,3 % et de malnutrition aiguë sévère (MAE) de 2,9 % et 2,4 %, respectivement. Une enquête réalisée en janvier 2005 par Helen Keller International/le PAM dans les régions de Maradi et de Zinder ont fait état de taux MAG de 13,4 % et des taux MAE de 2,2 % et de 2,7 %, respectivement pour ces deux régions.
- Ces taux de malnutrition sévère suggèrent qu'il existe un état d'urgence au plan nutritionnel dans les régions ayant fait l'objet de l'enquête. Ils ne peuvent cependant pas être extrapolés comme étant

représentatifs de l'état de malnutrition existant dans d'autres régions de ces départements ou de l'ensemble du pays ou pour les 2,4 millions de personnes jugées comme étant très vulnérables à l'insécurité alimentaire au Niger.

- MSF a fait état d'une forte augmentation du nombre d'admissions dans ses centres d'alimentation thérapeutique de Maradi. Une enquête effectuée avant 2005 par une ONG à Maradi a constaté que les taux de malnutrition chronique des enfants étaient les mêmes dans les ménages « bien nantis » que dans les ménages « pauvres » et a suggéré que les pratiques en matière de soins et la qualité de l'eau jouaient un rôle important dans la malnutrition constatée dans cette région. Des informations complémentaires sur les facteurs contribuant à cette augmentation aideraient à déterminer quel type d'intervention humanitaire s'impose. SCF/RU a l'intention d'effectuer d'autres évaluations relatives à la nutrition dans les départements de Maradi et de Zinder.

#### **7. Quelle est la différence entre ces taux et ceux d'autres années ?**

- On ne dispose que de peu d'enquêtes portant sur la malnutrition effectuées les années précédentes et pouvant servir de référence à la crise actuelle. L'aperçu nutritionnel par pays de la FAO pour le Niger, publié en 1998:

[http://www.fao.org/documents/show\\_cdr.asp?url\\_file=/docrep/X4390t/x4390t07.htm](http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/docrep/X4390t/x4390t07.htm)

a passé en revue les preuves disponibles dans les années 1990 et conclu que : «Les taux de malnutrition chez les enfants sont élevés à travers tout le pays: plus de 32% accusent un retard de croissance - dont la moitié est sévèrement atteinte - plus de 15% souffrent d'émaciation et plus de 36% ont une insuffisance pondérale. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'il n'y a pas de signes d'amélioration depuis dix ans. Les indicateurs anthropométriques concernant les enfants indiquent clairement que le département de Maradi (20% d'émaciation, 43% de retard de croissance) est le plus atteint, ...»

#### **8. Quelles sont les causes possibles de l'augmentation des taux de malnutrition constatés dans ces régions ?**

- Au-delà d'une pénurie alimentaire, les facteurs pouvant être la cause ou un facteur contributif de l'augmentation des taux de malnutrition comprennent le manque d'eau et la qualité de l'eau, l'incapacité de payer les services médicaux dans les installations gérées par le gouvernement, des soins infantiles inadéquats ainsi que de mauvaises conditions et pratiques en matière d'assainissement. Tous ces facteurs se trouvent aggravés en présence de la pauvreté structurelle chronique qui caractérise une bonne partie de ce pays.
- Le même aperçu nutritionnel par pays de la FAO, cité précédemment, indique ce qui suit : « En outre, de nombreux facteurs tels que la prévalence importante de maladies diarrhéiques, de forts taux de mortalité infanto-juvénile (>350/1 000), des mères très jeunes à la première naissance et surtout des habitudes alimentaires telles que l'allaitement retardé des nouveau-nés à 4-5 jours après la naissance et nourris à l'eau, aux tisanes et au lait de vache expliquent en partie les contradictions observées entre état nutritionnel et consommation alimentaire, à Maradi en particulier. »

#### **9. En quoi les stratégies de prise en charge appliquées par les personnes vivant dans les régions affectées sont-elles inhabituelles ?**

- Les stratégies de prise en charge observées cette année dans ces régions sont traditionnelles. Elles semblent cependant être arrivées à leur point de rupture en raison des prix toujours élevés des céréales, qui se traduisent par de mauvaises conditions de marché lors de la vente du bétail pour l'achat de céréales.

- Pour un grand nombre de têtes de bétail, la transhumance vers les pâturages traditionnels de saison sèche se trouvant dans des réserves spécialement désignées des zones côtières des pays d'Afrique de l'Ouest s'est effectuée nettement plus tôt que d'habitude. Ces réserves préservent les troupeaux, mais les ménages des éleveurs, et plus particulièrement les femmes et les enfants qui restent normalement au Niger, n'auront pas de lait provenant de ces animaux pendant plus longtemps et devront acheter davantage de denrées alimentaires en échange des petits animaux, de leurs avoirs et de leur travail. Ceci entraîne aussi la migration d'un nombre plus important d'hommes à la recherche d'un travail rémunéré.
- Le retour des troupeaux de leur migration vers le sud a débuté avec de bonnes pluies qui ont commencé à tomber en mai et juin. Il y a eu des cas où certains troupeaux se sont trouvés temporairement « bloqués » entre leurs pâturages du nord qui ne se sont toujours pas régénérés et les régions qu'ils quittaient pour que les semailles puissent commencer.
- Il existe d'autres signes indicateurs de stress, comme une forte dépendance des aliments sauvages, la migration et la liquidation des avoirs des ménages et ils sont plus intenses, mais ils font partie intégrante des stratégies traditionnelles de prise en charge au Niger, le second pays le plus pauvre du monde.

#### **10. A quel point les prix des céréales sont-ils élevés ?**

- Cette année, les prix du mil et du sorgho sur la plupart des marchés des régions nord du Niger n'ont pas baissé autant qu'ils le font normalement après une récolte. Les prix ont régulièrement augmenté depuis janvier 2005 et sont maintenant entre 75 et 89 % supérieurs à ceux de la moyenne des cinq dernières années. En ce qui concerne les moyens de subsistance des éleveurs, la baisse parallèle des prix de vente des petits animaux s'est traduite par un pouvoir d'achat des ménages dépendant du bétail se montant à 25 % seulement de ce qu'il était il y a cinq ans pour les ménages dépendant du bétail dans les régions agricoles et d'élevage.

#### **11. Pourquoi les prix des céréales ne baissent-ils pas aussi rapidement que d'habitude ?**

- Des évaluations effectuées par le CILSS (l'organisme régional intergouvernemental responsable de la sécurité alimentaire au Sahel) ont constaté qu'au cours des derniers mois, les prix inhabituellement élevés du mil et du sorgho sur les marchés voisins du Nigeria, du Ghana, du Bénin et de la Côte d'Ivoire ont attiré vers le sud les céréales en provenance du Sahel. Il est difficile de quantifier ce qui provient du Niger, mais, selon les observateurs, il s'agit là d'un facteur notable et important dans la montée des prix dans les régions agricoles et d'élevage du Niger où le pouvoir d'achat est le plus faible.
- La plupart du temps, le Niger importe des céréales des régions du Nigeria, du Burkina Faso et du Mali voisins dont la production est excédentaire. Cette année, cependant, chacun de ces trois pays a imposé, par crainte de famine et de pénuries de céréales, des restrictions aux exportations, malgré des traités l'interdisant.
- Le CILSS a prévenu que l'exagération, par les médias, par les agences internationales et par les ONG, de la gravité de la crise alimentaire au Sahel a eu pour conséquence malencontreuse d'amener les négociants privés à ne pas mettre leurs stocks sur le marché, dans l'espoir de pouvoir demander des prix plus élevés, ou les agences d'aides à effectuer des achats localement, ce qui a encore fait monter les prix. Ces problèmes méritent d'être étudiés de façon plus approfondie.

## **12. Les marchés d'Afrique de l'Ouest n'œuvrent-ils pas pour régler les problèmes alimentaires du Sahel ?**

- Les marchés céréaliers d'Afrique de l'Ouest fonctionnent généralement très bien et peut-être même trop bien. Les prix élevés que l'on constate pour les céréales au Sahel sont dûs à une forte demande exercée sur la production céréalière sahélienne et à un pouvoir d'achat supérieur dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest.
- Les prix des céréales sont habituellement plus élevés qu'ailleurs sur la plupart des marchés des régions du Sahel (et du Niger) où règne l'insécurité alimentaire, et ce en raison des frais élevés de transport des céréales vers ces régions peu peuplées et pauvres. Bien que leurs gouvernements favorisent des marchés libres, les coûts élevés et les limitations de l'infrastructure ne permettent pas aux marchés sahéliens de collecter les excédents de façon rentable, d'anticiper la demande locale et régionale et de fournir des denrées alimentaires à des prix que les ménages pauvres peuvent payer.

## **13. Comment la saison des pluies actuelle progresse-t-elle et cela résoudra-t-il le problème ?**

- L'actuelle saison des pluies a très bien débuté au Niger. Les agriculteurs ont pu semer relativement tôt et, selon les estimations des ONG, au 15 juin, 92 % des surfaces devant être cultivées ont été plantées, contre 65 %, qui est la normale pour cette époque de l'année.
- Les pluies favorables améliorent les pâturages, encore que l'état du bétail ne va pas s'améliorer immédiatement. Les prix des céréales dans d'autres régions du Sahel ont commencé à baisser et il est probable que ceux qui sont pratiqués au Niger en feront autant. Les prix du bétail devraient s'améliorer sous peu en même temps que l'état des pâturages.
- La récolte du maïs est en cours au Nigeria, au Bénin, au Ghana et en Côte d'Ivoire et le maïs importé de ces pays devrait arriver sous peu au Niger. Ceci fera baisser les prix des céréales en général.

## **14. Que fait le gouvernement du Niger pour régler ce problème ? Peut-il faire autre chose ?**

- Dans les limites de ses propres ressources, le gouvernement du Niger a réagi, en collaboration avec d'autres, à la crise de sécurité alimentaire actuelle en suivant et en évaluant continuellement la situation, par la vente subventionnée de céréales à partir de stocks de réserve, par « l'avance » de céréales dans les régions touchées en attendant la prochaine récolte et, plus récemment, par la distribution de denrées alimentaires gratuites.

## **15. A quel point la gravité des problèmes que connaît actuellement le Niger est-elle comparable à la situation que l'on trouve dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et de la Corne de l'Afrique ?**

- La crise de sécurité alimentaire qui touche le Niger est grave, mais elle affecte nettement moins de personnes que celle qui existe en Ethiopie, en Somalie, au Zimbabwe et au Soudan (Darfour et région nord de Bahr El Gazal). La situation que l'on trouve au Niger est la même que celle que l'on constate dans la région occidentale du Tchad (dans les camps de réfugiés aussi bien que parmi la population locale vivant près de ces camps) et beaucoup plus grave que celle que l'on trouve actuellement au Mali et en Mauritanie.

## **16. Quelles seront les conséquences probables s'il n'y a pas d'augmentation des niveaux actuels d'assistance ?**

- A court terme (jusqu'à la mi ou la fin août), il est probable que les taux de malnutrition, en particulier chez les enfants, continueront à se détériorer, même si les pluies continuent à être bonnes. Les prix des céréales devraient commencer à baisser presque immédiatement en raison de ces précipitations et les approvisionnements provenant des récoltes de céréales des régions côtières devraient commencer à aller vers le nord. Toute interruption prolongée des pluies, ou leur fin précoce, devrait faire l'objet

de préoccupations immédiates et d'interventions visant à prévenir une détérioration potentiellement rapide de la sécurité alimentaire et celle plus prononcée des moyens de subsistance des agriculteurs et des éleveurs.

### **17. Quels types d'assistance supplémentaire s'impose le plus et d'ici à quelle date ?**

Si elle pouvait être mise à disposition immédiatement, l'assistance supplémentaire devrait être axée sur ce qui suit :

- **une augmentation des compléments alimentaires pour les enfants âgés de moins de cinq ans ;**
- **un soutien supplémentaire accordé aux ONG pour la distribution gratuite de denrées alimentaires ;**
- **la fourniture d'urgence de fourrage et de compléments alimentaires destinés au bétail ;**
- **une assistance dans les domaines de l'assainissement et de l'eau potable (dans les régions connaissant les taux les plus élevés de malnutrition) ; et**
- **des semences pour les récoltes de deuxième saison, en particulier les haricots à cycle court.**

Ce problème ne sera pas résolu si on n'y prête pas davantage attention et si des ressources ne sont pas accordées pour aborder les problèmes chroniques de développement. L'assistance d'urgence n'est pas suffisante.

### **18. Qu'est-ce que le FEWS NET a l'intention de faire pour renforcer sa surveillance ?**

FEWS NET a élaboré un plan de surveillance destiné à élargir la portée de son alerte précoce, de son suivi de la sécurité alimentaire et de ses comptes rendus pour le Niger. FEWS NET fera plus particulièrement ce qui suit :

- 1) accroître ses capacités sur le terrain, mettre en place de nouvelles capacités de suivi et d'analyse dans les régions du pays où règne l'insécurité alimentaire, mais où l'on manque d'informations,
- 2) accroître son soutien à l'USAID en matière de gestion de crise (aussi bien sur le terrain qu'à Washington) et
- 3) accroître le suivi et l'analyse des prix et des marchés aux niveaux national et régional pour les plus petits marchés des départements à vocation agricole et d'élevage.

FEWS NET définit aussi les modalités d'exécution d'une évaluation portant sur la façon dont les marchés d'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont fonctionné ces derniers mois.